

Cahiers du CEFRES

N° 9f, Territoires en mutation

Lepesant, Gilles (Ed.)

Gilles LEPESANT

Introduction

Référence électronique / electronic reference :

Gilles Lepesant., « Introduction », Cahiers du CEFRES. N° 9f, Territoires en mutation (ed. Gilles Lepesant).

Mis en ligne en mai 2012 / published on : may 2012

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c9f/lepesant_1995_introduction.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Introduction

Gilles Lepasant

L'idée qui est à la base de ce colloque est de montrer qu'on peut et peut-être qu'on doit pour analyser les mutations d'un pays adopter une approche non seulement sectorielle mais aussi horizontale fondée sur la notion d'espace. Des événements comme la chute du rideau de fer, la partition de la Tchécoslovaquie, la réunification de l'Allemagne ont des incidences territoriales fortes, y compris à l'intérieur des États, qu'il convient de comprendre et d'anticiper. Il importe de comprendre selon quelles logiques historiques, géographiques, politiques les territoires se recomposent, se reconnectent entre eux et cela en confrontant les différents niveaux d'analyse : local, régional, national. Parler de territoire implique qu'on ne se limite pas au strict aspect administratif ou économique mais qu'on s'interroge aussi sur les cartes mentales qu'ont les sociétés, les acteurs d'un espace donné et la manière dont compte tenu de l'héritage ils l'aménagent, le pensent, l'administrent en accord ou en opposition avec d'autres acteurs.

On voit là combien le territoire est une notion plus riche que celle d'espace. Le mot territoire implique une appropriation affective de l'espace, un sentiment d'appartenance. Il est une notion à la fois juridique, sociale et culturelle. En somme c'est une affaire beaucoup trop sérieuse pour être confiée aux seuls géographes - dont l'auteur de ces lignes fait partie - et la confrontation entre plusieurs approches pluridisciplinaires ne peut que nous éclairer sur cette question. C'est pourquoi nous avons tenu à inviter, outre des géographes, des sociologues, des politologues, des économistes. Nous avons également souhaité la présence d'élus locaux, de maires en particulier, car ils sont confrontés quotidiennement à la dimension spatiale des changements économiques et politiques en cours.

Ce colloque est composé de trois tables rondes: la première porte sur l'impact qu'ont les mutations politiques et économiques de ces dernières années sur l'organisation, la dynamique des territoires en République tchèque et en Slovaquie. Les événements géopolitiques de ces dernières années ont remis en cause une logique territoriale fondée sur un centralisme autant politique qu'économique. La première table ronde se propose d'ouvrir la discussion sur le rôle de l'économie de marché dans la mise en oeuvre de nouvelles logiques territoriales en République tchèque et en Slovaquie.

Un territoire se définit comme "une étendue de pays sur laquelle s'exerce une autorité, une juridiction". En somme, dès qu'il y a territoire, il y a limite. Reste à savoir comment fonctionne cette limite. Lorsqu'elle a été hermétique pendant plus de quarante ans comme le fut le rideau de fer, selon quelles modalités s'estompe-t-elle ? Quelle fonction économique, sociale a-t-elle ? Ceux qu'elle sépare peuvent-ils se mettre d'accord sur un aménagement concerté des espaces frontaliers ? Et, ce qui est tout aussi important, quelle perception ont les sociétés concernées de ces frontières ? S'agit-il d'une protection, d'un obstacle à dévaluer ? Ces questions seront abordées au cours de la deuxième table ronde consacrée aux dynamiques frontalières et à la coopération transfrontalière.

Enfin, si un territoire a des frontières externes, il a aussi des frontières internes qui sont aujourd'hui en République tchèque et en Slovaquie au cœur du débat concernant la réorganisation des pouvoirs locaux et régionaux. Dans ces deux pays comme dans l'ensemble des anciens pays communistes, le pouvoir central, après s'être démocratisé, se décentralise. La démocratie s'organise désormais au niveau local et régional. Comment concilier la nécessaire liberté d'initiative des acteurs locaux et les non moins nécessaires solidarités territoriales qu'elles soient intercommunales ou interrégionales ? C'est là un des enjeux des réflexions suscitées par la décentralisation, en Slovaquie, en République tchèque comme en France. Les confrontations d'opinions et d'expériences dans ce domaine entre nos pays nourriront les débats de la troisième table ronde.

Ces problématiques liées au territoire sont complexes et d'une actualité sensible. Elles touchent à la carte politique, à l'identité des espaces qu'on se propose de redécouper, de réorganiser, et aussi

naturellement à l'économie dès lors qu'on admet que les acteurs locaux sont aussi des artisans du développement économique et social. Nous souhaitons que ce colloque contribue à la réflexion menée sur ces questions par les chercheurs tchèques, slovaques, français et que cette réflexion puisse éclairer les acteurs économiques et politiques.

Principales formations politiques tchèques

ODS : Parti démocrate civique. Parti fondé en mars 1991 par Václav Klaus. Issu de l'aile droite du Forum civique, il se définit comme un parti libéral conservateur largement marqué par l'exemple anglo-saxon. Gouverne le pays en coalition avec le KDS, le KDU-ČSL et l'ODA depuis les élections législatives de juin 1992 (la coalition ODS-KDS obtient alors 33,9 % des voix dans les circonscriptions tchèques).

KDS : Parti chrétien-démocrate. Formation de centre-droit issue de la dissidence chrétienne des années 1980. Se présente en coalition avec l'ODS aux élections de 1992 et accède au gouvernement et au parlement tchèques.

ODA : Alliance démocrate civique. Parti conservateur créé en décembre 1989, membre collectif du Forum civique jusqu'à sa disparition. L'ODA repose davantage sur le prestige de ses représentants que sur une base organisée sur l'ensemble du territoire. Aux élections de juin 1992, l'ODA n'atteint pas le seuil de 5 % au Parlement fédéral, mais entre au Conseil national tchèque (avec 5,9% des voix) et au gouvernement tchèque.

KDU-ČSL : Union démocrate-chrétienne - Parti du peuple tchécoslovaque. Cette coalition électorale existe depuis mars 1992. Le KDU, créé en 1991, rassemble des petites formations d'orientation démocrate-chrétienne. Parti traditionnel d'orientation sociale-chrétienne, le ČSL a largement marqué les gouvernements de la Première République (1918-1938). Il a été refondé dès décembre 1989. Avec 5,9% des voix en 1992, la coalition entre au Parlement fédéral, au Conseil national tchèque et au gouvernement tchèque.

HSD-SMS : Mouvement pour une démocratie autonome - Société pour la Moravie et la Silésie. Créé en avril 1990, ce mouvement milite pour une plus large autonomie régionale de la Moravie et de la Silésie et pour la reconnaissance des peuples morave et silésien. Représenté au Conseil national tchèque, il fait partie de l'opposition. Depuis janvier 1994, le HSD-SMS a changé de nom (il devient le ČMSS : Parti centriste tchéco-morave) et tente d'élargir son assise aux pays tchèques.

LSU : Union sociale-libérale. Coalition créée en 1991 qui rassemble le Parti socialiste tchécoslovaque, le Parti des Verts, le Parti agrarien, le mouvement des agriculteurs et des candidats indépendants. Avec 6,5% des voix, la coalition est représentée au Conseil national tchèque et fait partie de l'opposition à la majorité actuelle.

Levý Blok - KSČM-DL ČSFR : Coalition Bloc de gauche : Parti communiste de Bohême et Moravie - Gauche démocratique. Mouvement issu de l'aile réformatrice du Parti communiste tchécoslovaque en pays tchèques. Présent aux élections de juin 1992, il recueille 14,2% et 14% des voix respectivement au Parlement fédéral et au Conseil national tchèque.

Présentation des intervenants

(par ordre alphabétique)

Jiří BLAZEK	Maître-assistant du département de la géographie et du développement régional, Faculté des Sciences UK, Prague
Sylvia BOUREL	Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Paris
Lubomír FALTAN	Directeur de l'Institut de Sociologie, Académie Slovaque des Sciences, Bratislava
Giorgio FIGARELLI	Délégation de l'Union Européenne en République tchèque, Prague
Michel FOUCHER	Professeur de géographie à l'Université Lyon II, Directeur de l'Observatoire Européen de Géopolitique, Lyon
Václav HAVLIK	Directeur du département des bureaux régionaux du Ministère de l'Economie de la République tchèque, Prague
Michal ILLNER	Directeur de l'Institut de Sociologie, Académie des Sciences de la République tchèque, Prague
Milan JERABEK	Chercheur à l'Institut de Sociologie, Académie des Sciences de la République tchèque, Ústí nad Labem
Josef JEZEK	Député ODA, Prague
Gilles LEPESANT	Doctorant en géographie, Centre Français de Recherche en Sciences Sociales, Prague
Karel MAIER	Vice-doyen de la Faculté d'Architecture ČVUT, Prague
Miloš MATULA	Maître-assistant du département d'Administration Publique et du Développement Régional de la Faculté d'Economie Nationale, VŠE, Prague
Jiří PATOCKA	Vice-doyen de la Faculté d'Economie Nationale, VŠE, Prague, Directeur du département d'Administration Publique et du Développement Régional de la Faculté d'Economie Nationale, VŠE, Prague
Radim PERLIN	Maître-assistant du département de la géographie et du développement régional, Faculté des Sciences UK, Prague

Petr PITHART	Ancien Premier Ministre de la République tchèque, Maître de conférence à la Faculté de Droit, Prague
Mária STRUSSOVA	Chercheur à l'Institut de Sociologie, Académie Slovaque des Sciences, Bratislava
Jiří TOMES	Maître-assistant du département de la géographie et du développement régional, Faculté des Sciences UK, Prague
Zdena VAJDOVA	Chercheur à l'Institut de Sociologie, Académie des Sciences de la République tchèque, Prague
Milan VITURKA	Chercheur au département d'Administration Publique et du Développement Régional de la Faculté d'Economie Nationale, VŠE, Prague
Serge WACHTER	Professeur des Ecoles d'Architecture, chargé de mission à la DATAR, Paris
Jaroslav ZAMECNIK	Euroregion Nisa, Liberec
František ZICH	Chercheur à l'Institut de Sociologie, Académie des Sciences de la République tchèque, Ústí nad Labem
Leopold ZUBEK	Député ODS, Prague